



ASIE DU SUD-EST : LA RELANCE DU DIALOGUE PARLEMENTAIRE À L'APPUI DE LA STRATÉGIE INDOPACIFIQUE

Compte rendu du déplacement du groupe interparlementaire d'amitié France-Asie du Sud-Est en Malaisie, au Sultanat de Brunéi et à Singapour

6 au 16 mai 2022

Du 6 au 16 mai, une délégation du groupe interparlementaire d'amitié France-Asie du Sud-Est, conduite par son président, M. Mathieu Darnaud, et composée de Mme Gisèle Jourda, présidente déléguée pour les Philippines, Mme Catherine Belrhiti, présidente déléguée pour le Sultanat de Brunéi, et M. François Bonhomme, membre du groupe d'amitié, s'est rendue en Malaisie, au Sultanat de Brunéi et à Singapour.

Cette visite s'inscrivait dans le contexte d'une **intensification des relations bilatérales** avec les pays de la région du fait du déploiement de **la stratégie indopacifique de la France**, dont la présence dans cette région, est assurée au travers de ses territoires ultramarins. Le principal objectif de la mission était d'établir ou de renforcer les liens entre le Sénat français et les Parlements des pays visités.

I.- Malaisie : des perspectives prometteuses pour les relations économiques et interparlementaires

Du 7 au 11 mai, la délégation s'est rendue en Malaisie, à Kuala Lumpur puis dans le Sultanat du Perak.

La Malaisie est une monarchie constitutionnelle ou, plus exactement une fédération de sultanats. Depuis le 31 janvier 2019, le Sultan Abdullah Ahmad Shah, Sultan de l'Etat de Pahang, règne sur la Fédération. Cette fonction est assumée successivement par les neufs souverains des Etats fédérés de Malaisie pour cinq ans.

Depuis son indépendance le 31 août 1957, la Malaisie est dirigée par la coalition Barisan Nasional, dominée par le parti nationaliste de droite, l'*United Malays National Organisation* (UMNO). En 2018, le pays connaît sa première

alternance politique avec la victoire de la coalition d'opposition Pakatan Harapan. En août 2021, le Roi désigne Ismail Sabri, vice-président de l'UMNO, comme Premier ministre, avec le soutien des coalitions du *Barisan Nasional* et du *Perikatan Nasional*, sur la base d'un programme commun visant à réformer le pays. La fin du mandat actuel est prévue mi-2023.

A – Une prise de contact fructueuse avec le Parlement malaisien

Au niveau fédéral, les premiers échanges avec le Parlement bicaméral malaisien ont ouvert des perspectives d'échanges interparlementaires intéressants, en particulier avec la Chambre haute.



La délégation avec les présidents des deux chambres du Parlement malaisien et leurs collègues

La délégation a été accueillie conjointement par **les présidents des deux chambres du Parlement malaisien**, le Dr. Raïs Yatim, président du Sénat, et Tan Sri Azhar Azizan Harun, président de la Chambre des représentants de Malaisie. Lors de cette rencontre, M. Mathieu Darnaud, président du groupe d'amitié, a fait valoir la nécessité de renforcer les relations interparlementaires bilatérales, proposant des échanges réguliers

par visioconférence et invitant une délégation de sénateurs malaisiens à se rendre en France dès que possible. Il a également indiqué la possibilité pour des fonctionnaires parlementaires de participer à un programme de formation organisé conjointement par le Sénat, l'assemblée nationale et l'Institut national du service public (INSP). Enfin, il a suggéré **la création d'un groupe d'amitié Malaisie-France ou Malaisie-Union européenne (UE)** au sein du Sénat malaisien. Ces propositions ont reçu un accueil favorable des deux présidents malaisiens.

B – Sultanat du Perak : des perspectives de coopérations décentralisées dans plusieurs domaines

La délégation a souhaité se rendre dans le Perak, sultanat situé au nord de la capitale. Afin de préparer cette séquence, la délégation a été reçue en audience, par **le Sultan du Perak, Nazrin Muizzuddin Shah**, vice-roi de Malaisie promis au trône en 2029, dans son palais de Kuala Lumpur.

Ont été notamment évoqués :

- l'égalité entre les hommes et les femmes dans la justice et au sein des conseils d'administration d'entreprises ;
- la lutte contre la pauvreté, priorité du Gouvernement, avec l'augmentation récente du salaire minimum ;
- enfin la protection de l'environnement, qu'il s'agisse de la gestion durable de l'eau ou de la préservation de la forêt primaire de Belum au Perak. Le Sultan s'est inquiété que son classement au patrimoine mondial de l'UNESCO ne se traduise par une perte de contrôle au profit de l'Etat fédéral.

Afin de permettre le développement de relations pérennes avec la Malaisie et de contrebalancer le jeu des puissances en Mer de Chine, **le Sultan a appelé à un engagement constant de l'Union européenne et de la France en Malaisie et dans la région**, souhaitant qu'il puisse perdurer au-delà des turpitudes et aléas internationaux. Il a également fait valoir l'intérêt de son sultanat pour des investissements à forte valeur ajoutée.

Les représentants des entreprises françaises et le chef de la Délégation de l'Union Européenne (UE) en Malaisie, Michalis Rokas, rencontrés par la délégation, ont corroboré l'intérêt d'investir sur le long terme en Malaisie, afin de développer des relations commerciales et économiques entre l'UE et la quatrième puissance économique de l'Association of Southeast Asian Nations (ASEAN).

Au Perak, le chef du gouvernement de l'Etat et le président de la chambre législative locale, YB Dato' Mohammad Zahir bin Abdul Khalid, ont souligné les atouts de la région et leur volonté de développer les relations avec la France, en particulier dans les domaines économique et touristique. Afin de faciliter les prises de contact, les agences principales de développement du Perak ont été présentées à la délégation sénatoriale : *Perak State Parks*, chargée de la gestion des parcs de l'Etat et valorisant les sites naturels protégés comme la forêt de Belum ; *Perak Invest*, agence chargée du développement des investissements ; *Tourism Perak*, en charge du développement du tourisme et axée sur l'éco-tourisme ; *Lumut Port*, autorité gérant les activités du port de Lumut, en plein essor avec notamment la construction d'un nouveau terminal méthanier.

II. Brunei, une relation à dynamiser

Du 11 au 13 mai, la délégation sénatoriale s'est rendue au Brunei, première délégation parlementaire française à s'y rendre depuis la précédente visite du groupe d'amitié en 2017.

La visite intervenant quelques jours seulement après la dissolution du Conseil législatif par le Sultan, les sénateurs n'ont pas été en mesure de rencontrer leurs homologues, les nouveaux membres du Conseil n'ayant pas encore été désignés. En outre, la Princesse Masnah, sœur du Sultan et ambassadeur extraordinaire du Sultanat, qui devait recevoir la délégation, n'a pu finalement honorer le rendez-vous.

La délégation a toutefois pu s'entretenir avec trois ministres du Gouvernement et le Procureur général, Ahmad Isa.

La Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Hjh Mardiana binti Haji Omar, a souligné les liens étroits avec la France, rappelant la rencontre des ministres des Affaires étrangères, en marge du G 20 à Rome en octobre 2021, et annonçant la probable visite de Dato Erywan, ministre en second des Affaires étrangères, en 2022.

Le président Mathieu Darnaud a salué la présidence brunéienne de l'ASEAN en 2021, évoquant en particulier le dossier birman. En réponse, la Secrétaire d'Etat a confirmé la détermination du Sultanat à favoriser la mise en œuvre de l'Accord en 5 points de Jakarta ainsi que du récent accord humanitaire.



La délégation et l'ambassadeur de France avec la Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères

Mathieu Darnaud a informé la Secrétaire d'Etat de la tenue à Paris au Sénat, fin 2022 ou début 2023, d'un Forum économique sur l'ASEAN auquel il a invité Dato Erywan ainsi que Dato Amin Liew, ministre de l'Economie en second.

Lors de l'audience accordée par **le ministre de l'Energie, Dato Mat Suny**, les sénateurs ont pu faire état des préoccupations françaises et européennes quant à un accès plus important au gaz naturel liquéfié. En réponse, le Ministre s'est montré pessimiste quant à la capacité du Brunei à augmenter sa production de gaz naturel liquéfié à court terme, à moins que Total Energies ne trouve le moyen d'augmenter sa production. A défaut, le Sultanat ne serait pour l'heure pas en mesure d'en exporter.

Le ministre a rappelé les trois principales implantations pétrolières et gazières (une à terre et deux *off shore*) ainsi que les objectifs de la transition énergétique, avec deux réalisations majeures :

- le complexe pétrochimique de Pulau Muara Besar, qui pourrait être opérationnel en 2026/2027 avec le raffinage de 30 millions de tonnes de brut par an ;
- l'usine de production d'engrais (urée et amoniaque), dont le Sultanat, désormais seul propriétaire, escompte tirer des exportations un bénéfice de 1 milliard de dollars par an ;

Elles seront complétées par un troisième projet en aval, d'usine de fabrication de méthanol (700 000 tonnes/an). Enfin, se félicitant que le Brunei accueille prochainement le Centre de l'ASEAN sur le changement climatique, le Ministre a fait valoir le potentiel de développement de l'énergie solaire avec un objectif de 200 MWh à l'horizon 2025, que ce soit avec des panneaux individuels sur les toits des maisons, des fermes solaires ou bien *via* des panneaux flottants sur les plans d'eau dans des espaces naturels. Au-delà, le Sultanat réfléchit au développement d'une industrie de production de batteries de stockage d'électricité.

L'entretien avec le ministre de la Culture, de la Jeunesse et des Sports, Dato Haji

Aminuddin, a été l'occasion pour la délégation d'échanger sur l'impact délétère du confinement sur la jeunesse. Plusieurs mesures ont été prises visant à améliorer le bien-être physique et mental des jeunes, en encourageant la pratique sportive (jogging, cyclisme, arts martiaux, natation).

Il a souligné la générosité et l'esprit de solidarité des jeunes Brunéiens durant la pandémie, 900 volontaires ayant été envoyés dans les centres de santé pour aider à la distribution quotidienne de 2 000 plateaux repas aux personnes confinées.

Concernant les bourses d'études franco-phones, Philippe Mouiller a suggéré de solliciter l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), pour pouvoir en offrir davantage, en complément de celles proposées par Total Énergies.

De son **entretien avec le Procureur général, Ahmad Isa**, la délégation retient son double rôle de conseiller juridique de l'exécutif (principalement du Sultan) et de chef du Parquet. L'ensemble des délits et des crimes relevant du Code pénal sont de son ressort, hormis ceux relevant de la Cour militaire et de la Cour islamique. Enfin, le Brunei est membre de la structure d'entraide judiciaire de l'ASEAN ainsi que d'Interpol.

Sur la peine de mort, le Procureur a indiqué que la dernière exécution capitale remontait à 1996 et qu'un moratoire était appliqué *de facto*, bien que 6 ou 7 condamnations soient prononcées chaque année.

Enfin, lors d'un entretien à la résidence de France, la délégation a échangé avec les représentants de la communauté française, dont la Secrétaire générale de la *French Brunei Business Association* (FBBA), le Directeur adjoint de Total Energies, ainsi que le Président et la directrice de l'Alliance française.

III.- Singapour, favorable à de nouveaux partenariats en Europe pour garantir son indépendance stratégique

Du 13 au 15 mai, la délégation s'est ensuite rendue à Singapour. Au cours de leur séjour, les sénateurs se sont entretenus avec leurs homologues du Parlement et la secrétaire d'Etat auprès du ministère des Affaires étrangères, Sim Ann. Ils ont également visité le lycée français de Singapour et se sont entretenus avec le Proviseur de ses projets de développement.

À son arrivée, la délégation a été reçue à la résidence de France, par l'Ambassadeur Marc Abensour, pour un point de situation sur la

relation bilatérale et la présence économique de la France dans la Cité-Etat. Participaient à cette rencontre Véronique Denis-Pelliet, Présidente du Comité de Singapour des Conseillers du Commerce Extérieur, Thomas Baudlot, Directeur général d'Engie et Président de la Chambre de Commerce de Singapour et François Haas, Directeur du bureau de la Banque de France à Singapour.

Lors de son entretien avec Mme Sim Ann, Secrétaire d'Etat auprès du ministère des affaires étrangères et du ministère du développement national, la qualité de nos coopérations dans le domaine de la défense, du numérique, de la culture, mais aussi dans les domaines de la recherche et de la science, ont été soulignées comme étant des vecteurs de progrès, bénéfiques aux deux pays.

Le Président Mathieu Darnaud a fait valoir l'engagement de la France en faveur de la sécurité de la zone indopacifique, se félicitant que le partenariat de défense avec Singapour se poursuive sur la base de Cazaux, où sont formés 300 Singapouriens.

La Secrétaire d'Etat a fait état des bonnes relations de la Cité-Etat avec ses voisins proches, y compris avec la Chine et les États-Unis, soulignant toutefois les avantages de diversifier les partenariats et de privilégier une approche multilatérale. Dans le contexte particulier de la guerre en Ukraine et dans la période post-pandémique, le rapprochement avec l'Europe s'inscrit dans le cadre de cette stratégie, visant à garantir la souveraineté économique de Singapour, en sécurisant ses approvisionnements hydriques, alimentaires, énergétiques et sanitaires.

Afin d'assurer son autonomie énergétique, Singapour investit dans le domaine des énergies vertes. Cela se traduit notamment par le développement des panneaux solaires, pour équiper les logements comme alternative à l'utilisation du gaz naturel qui reste très largement dominant. Se pose toutefois le problème de la productivité de ces équipements et du stockage de l'énergie. La Secrétaire d'Etat a confirmé l'intérêt de Singapour pour l'échange de crédits carbone.

Dans le domaine alimentaire, Singapour s'est engagé dans un ambitieux projet dit « 30/30 », visant à couvrir 30 besoins alimentaires des Singapouriens d'ici à 2030. Cela se traduit notamment par le développement d'aliments de synthèse et de fermes verticales.



Avec les députés du groupe d'amitié Singapour-UE

De l'entretien avec les députés Cheryl Chan, vice-présidente du groupe interparlementaire régional Europe-Singapour et Don WEE Boon Hong, membre de ce groupe, il est ressorti la volonté de Singapour de demeurer neutre dans la compétition sino-américaine, afin de sécuriser ses approvisionnements vitaux.

Composition de la délégation



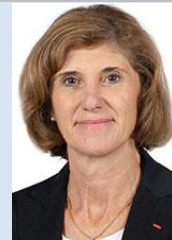
M. Mathieu DARNAUD
Président du groupe d'amitié
Sénateur de l'Ardèche
(Les Républicains)



M. Philippe MOUILLER
Président délégué pour Singapour
Sénateur des Deux-Sèvres
(Les Républicains)



Mme Gisèle JOURDA
Présidente déléguée pour les Philippines
Sénatrice de l'Aude
(SER)



Mme Catherine BELRHITI
Présidente déléguée pour le Brunei
Sénatrice de la Moselle
(Les Républicains)



M. François BONHOMME
Membre du groupe d'amitié
Sénateur du Tarn-et-Garonne
(Les Républicains)

Composition du groupe d'amitié : http://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami_.html